

bulletin

bimensuel



CONGRES DEPARTEMENTAUX DU FSLN : LA BASE S'EXPRIME

Managua, 2 juillet (ANN). "Notre base nous dit clairement que le Front sandiniste ne peut abandonner son orientation révolutionnaire, anti-impérialiste ainsi que la défense du socialisme", a déclaré Daniel Ortega dans une entrevue accordée à Barricada Internacional. C'est en effet dans ce sens que se sont exprimés les milliers de délégués qui ont participé en juin aux 17 congrès départementaux dans tout le pays. Ces délégués étaient porteurs des propositions et amendements au projet de statuts et programme du FSLN discutés dans les assemblées de base qui se sont déroulées au cours des deux mois précédents. Si la participation à ces assemblées de base a été inférieure à l'attente - seulement 30% des 27 000 militants et affiliés s'y sont réunis -, les presque 2 000 amendements proposés témoignent de l'intérêt suscité chez les participants par cette redéfinition du Front sandiniste.

La discussion dans les congrès départementaux devait être menée à travers trois commissions : l'une chargée des statuts du parti, la seconde du programme et des principes et la troisième devait étudier le rapport d'activité du FSLN, mais ce rapport n'ayant pas été présenté à temps par la direction, cette dernière commission a été supprimée.

Les délégués départementaux ont élu ceux qui devront représenter les forces sandinistes au congrès national des 19, 20 et 21 juillet.

Ces congrès départementaux ont été caractérisés dans l'ensemble par la maturité et la franchise des interventions. Le consensus s'est fait sur la nécessité de maintenir les options historiques du FSLN ainsi que son unité. La majorité a approuvé le maintien de la Direction nationale ainsi que la proposition de l'Assemblée sandiniste des candidatures de Sergio Ramirez et René Nuñez. Les délégués se sont largement prononcés pour que le FSLN se place plus nettement à la tête des luttes, "s'il veut retrouver un vaste soutien populaire", en particulier dans la paysannerie. La lutte pour l'approfondissement de la réforme agraire a été l'une des principales préoccupations exprimées par les secteurs ruraux.

Alors qu'une majorité s'est dégagée sans mal sur les questions du programme et des principes du FSLN, la discussion sur les statuts du parti a été plus houleuse, en particulier à Managua. Le véritable débat de fond de ces congrès a porté sur le type de parti que veulent les militants. C'était pour ceux-ci la première occasion de mener ce débat, qui devrait être déterminant pour la straté-

gie future de leur parti.

La composition et le rôle de l'Assemblée sandiniste a fait l'objet de polémique dans de nombreux départements.

SOMMAIRE

Congrès départementaux du FSLN: La base s'exprime

Le FSLN ne doit pas changer de nature

L'AID, un autre pouvoir?

Le solidarisme contre les syndicats

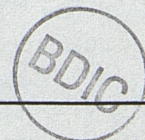
Managua mis en coupe réglée

Une société malade de la guerre

El Salvador: à la recherche de nouveaux chemins

En bref

Cadre annexe



40 P 11481

On y a critiqué le fait que celle-ci participe au congrès national sans avoir été ratifiée par les militants. Les nombreuses motions qui visaient à limiter les prérogatives de cette Assemblée, accusée d'être coupée de sa base, n'ont pas obtenu la majorité des votes mais un large courant les a soutenues, en particulier à Managua et Masaya.

Selon certains délégués, la Direction nationale devrait s'effacer pour faire du congrès national la seule instance de décision. Si la majorité a voté le maintien de ses membres actuels, plusieurs propositions ont été appuyées, en particulier celle de la candidature de Dora Maria Tellez. Cette proposition a reçu depuis le soutien de plusieurs cadres du FSLN. Beaucoup ont signalé la contradiction entre la revendication d'égalité entre les sexes et la composition exclusivement masculine de la Direction nationale, contradiction reflétée d'ailleurs par la faible participation féminine aux congrès départementaux (21% seulement). La volonté s'est manifestée d'une direction sandiniste plus proche de sa base, qui fasse place aux jeunes et à un type de militant différent de *"celui qui passe seulement nous voir avant les élections"*, selon les mots d'un délégué. La proposition d'élire la Direction nationale par un vote secret au cours du congrès n'a pas été majoritaire mais cependant fortement appuyée.

La question de la corruption a été abordée à plusieurs reprises et certains ont demandé que la Commission d'éthique formée depuis près d'un an rende enfin compte de ses activités et fasse la lumière sur certaines accusations de détournements de biens de l'Etat et du parti.

De nombreuses critiques se sont élevées contre le fait que le rapport politique du FSLN n'a pas été présenté pour être discuté au cours des congrès comme il était prévu. Ce point a été reconnu comme un grave manquement de la direction par Daniel Ortega dans son discours d'ouverture du congrès de Managua.

Si tout le monde est d'accord sur la nécessité de défendre les intérêts communs des paysans sans exclure les anciens contras et de continuer à établir des relations avec ces derniers, la majorité s'est prononcée contre leur possible intégration dans les rangs du FSLN. Cette discussion a été particulièrement vive dans les zones de guerre. La proposition généralement retenue a été que les anciens contras qui souhaitent intégrer les forces sandinistes le fassent à travers des organisations de masse (syndicats, mouvement communal, etc) mais non à travers le parti. Seul Managua s'est montré favorable à cette possibilité.

L'actuelle composition du FSLN qui compte des militants et des membres affiliés a fait l'objet de débat. La majorité a estimé qu'il fallait maintenir cette distinction entre les adhérents. A Managua, certains cadres sandinistes connus pour leurs positions social-démocrates ont défendu l'idée d'un parti composé seulement d'adhérents. Mais cette proposition a été repoussée avec

l'argument que cela transformerait le FSLN en une sorte de courant d'opinion plutôt qu'un parti d'avant-garde et lui ôterait son caractère d'instrument de transformation de la société, pour faire du groupe parlementaire le seul meneur du jeu politique. La majorité a exprimé sa volonté de voir réaffirmée l'identité de classe du parti qui, s'il peut rassembler certaines forces n'appartenant pas aux secteurs populaires, doit cependant agir uniquement en fonction des intérêts de ces derniers.

La discussion ouverte au sein des forces sandinistes marque un tournant : sans doute plus importante encore que ce que porteront les documents finaux du congrès national est la manière dont la base a insisté pour faire entendre sa voix et ce qu'elle a essayé, pour la première fois, de dire.

LE FSLN NE DOIT PAS CHANGER DE NATURE

Managua, 17 juin (ANN/Barricada). Nous vous proposons des extraits du discours prononcé le 13 juin par Daniel Ortega, à l'occasion du congrès départemental du FSLN à Managua.

"Ce premier congrès du FSLN est un défi pour tous les sandinistes car il s'agit d'affirmer et d'affirmer notre projet révolutionnaire dans de nouvelles conditions et dans un contexte international défavorable. Que de discussions, que de polémiques depuis le 25 février ! Des discussions inévitables car nous sommes tous sous le coup des changements survenus dans le monde et nous nous demandons tous comment découvrir de nouveaux chemins pour atteindre nos objectifs, pour continuer à défendre les intérêts populaires. Ces discussions ont été ouvertes, reproduites dans les médias, ce qui a fait dire à l'ennemi que le FSLN se divisait. Mais cela démontre seulement la force idéologique et politique du Front sandiniste, le niveau de conscience, le droit à la critique acquis et exercé.

Si, dans cette nouvelle étape, nous renforçons la démocratie au sein du FSLN, ce n'est pas pour ouvrir la porte à des conceptions contraires à nos principes historiques ou bien pour que s'expriment dans notre parti des intérêts contraires aux intérêts de classe auxquels nous nous sommes toujours identifiés. La démocratie dans le FSLN: pourquoi faire ? Pour discuter de l'opportunité de suivre la voie capitaliste, de devenir pro-impérialistes, de cesser d'être sandinistes pour devenir socio-démocrates ou socio-chrétiens ou conservateurs ou libéraux ? Pour cela, il y a 23 partis au Nicaragua parmi lesquels on peut choisir ! La démocratie au sein du Front sandiniste ne peut pas être utilisée pour mener ce type de débat. Que ceux qui pensent que le capitalisme est bon, rejoignent les partis qui le défendent. Ils existent et sont légaux depuis le triomphe de la Révolution. Quant à ceux qui estiment qu'il faut faire bonne figure à l'impérialisme et

s'ôter le foulard rouge et noir, qu'ils aillent voir du côté des partis pro-impérialistes.

Alors pourquoi la démocratie dans le FSLN ? Pour souder notre politique et notre idéologie autour de notre projet historique. Un projet national ? Bien sûr, que nous sommes d'accord ! Mais de quel type ? Pas celui de Pinochet, car lui aussi en avait un. Bien sûr que nous voulons le développement économique, la stabilité, mais qui en paiera le prix ? Un projet national, oui ! Mais pas soumis au projet capitaliste et impérialiste : soumis au projet populaire et révolutionnaire.

Nous devons réaffirmer nos principes. Allons-nous suivre la mode et changer nos options parce que l'Europe de l'est s'effondre ? Est-ce que les paysans nicaraguayens ont la terre dont ils ont besoin ? Est-ce que les travailleurs ont un emploi et un bon salaire ? Y a-t-il de bonnes conditions de logement et d'éducation ? Nous n'arrêterons de lutter que lorsque ces problèmes seront résolus et nous ne pouvons tomber dans le piège de ceux qui voudraient que le FSLN change de nature.

Notre principale tâche, aujourd'hui, est d'unir la paysannerie. Nous sommes parvenus à faire progresser la conscience de larges secteurs de la population rurale mais nous n'avons pas pu consolider à la campagne une force majoritaire en faveur du projet révolutionnaire. C'est là que l'action ennemie a trouvé sa base. L'ennemi est parvenu à diviser notre base populaire, à sectionner nos racines et nous devons aujourd'hui les retrouver. Nous devons avoir l'audace d'avancer dans cette direction si nous voulons défendre nos conquêtes. Si nous cherchons à attirer dans nos rangs les classes moyennes, la petite bourgeoisie et certains secteurs de la bourgeoisie, c'est en fonction des intérêts des travailleurs et des paysans, en faveur du projet révolutionnaire.

L'ennemi n'est pas satisfait avec la défaite électorale du FSLN. Il veut en finir avec lui, en finir avec la Révolution, pour tuer toute espérance, et non seulement celle du peuple nicaraguayen, mais celle des peuples latino-américains, des peuples du Tiers Monde et celle de la solidarité européenne, nord-américaine, etc. Mais nous avons une dette envers tous ceux qui ont donné leur vie dans la lutte contre la dictature et contre l'agression yankee. Nous nous sentons engagés vis-à-vis de ceux qui, le 25 février, malgré la guerre, malgré la mort, malgré le service militaire, malgré l'agression impérialiste, malgré nos erreurs, malgré nos faiblesses ont donné leur vote au FSLN. Cela nous oblige à sortir du Congrès plus forts, plus unis, plus combattifs, plus fermes, plus sandinistes".

L'AID, UN AUTRE POUVOIR?

Jose Orellana et Jose Morales

Managua, juin (ANN/Pensamiento Propio). Au début des années 60, avec la mise en marche du plan de l'Alliance pour le progrès, le Nicaragua a figuré sur la liste des essais de "modernisation" entrepris par les Etats-Unis dans lesquels l'Agence pour le développement international (AID) a toujours joué un rôle de premier plan. La peur d'un autre Cuba était la motivation politique de l'Alliance pour le progrès. Les experts avaient analysé que les insurrections populaires de type castriste avaient pour origine l'existence de dictatures et la misère, aggravée par la concentration de la terre.

C'est à l'ombre de l'Alliance pour le progrès qu'ont été prises des décisions qui tendaient à limer les aspérités du somozisme. Dès 1963, on a "modernisé" le gouvernement en lui donnant une façade de régime civil, on a intégré le Nicaragua dans le Marché commun centraméricain, récemment créé, on a financé l'industrialisation, on a voté des lois de réforme agraire, de promotion du coopératisme et de réforme des impôts afin de créer un marché intérieur. Le besoin politique d'exercer une influence sur la société civile ne se faisait pas encore sentir, car elle n'existait pratiquement pas mais aussi du fait de la docilité de l'Etat somoziste et de l'absence de forces d'opposition dans les couches populaires.

C'est au cours des années 70 que la stratégie a été affinée, en pleine crise structurelle du modèle somoziste. Les conditions étaient alors réunies, en Amérique centrale, pour des troubles sociaux aux conséquences imprévisibles. Au Nicaragua, l'heure n'était plus à la façade civile mais à l'application d'un modèle qui institutionnalisait les méthodes anti-insurrectionnelles utilisées au Vietnam.

A la différence des années 60, au cours desquelles l'Etat était chargé de créer et de diriger les institutions pour l'amélioration des conditions de vie, ce sont les groupes économiques opposés à Somoza et les ONG, toutes d'origine conservatrice et étatsunienne, qui ont reçu cette fonction. Il ne s'agissait pas seulement d'amortir les contradictions sociales mais aussi de constituer la base sociale nécessaire aux opposants dans la perspective d'une relève politique. L'AID élabore la stratégie, draine les fonds et supervise leur utilisation tandis que les institutions liées à l'entreprise privée et des ONG soigneusement choisies mettent en oeuvre les programmes.

APRES 79

Au début du régime sandiniste, quand des secteurs de l'entreprise privée étaient encore représentés au gouvernement et qu'il n'y avait pas de tension avec les Etats-unis, 60% de l'aide était drainée par l'AID pour l'entreprise privée et pour "un autre usage non-

gouvernemental". Sa stratégie visait à renforcer les "secteurs modérés" à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat.

Dans ces tentatives de remise en cause de l'hégémonie qu'exerçait alors le sandinisme dans la population, les ONG ont joué un rôle, entre autres COPROSA, une organisation dirigée par Miguel Obando. Celui-ci, alors archevêque, faisait partie du groupe qui, avec l'ambassadeur des Etats-Unis, avaient tenté d'installer un somozisme sans Somoza en juillet 1979. Des organismes étatsuniens comme CARE et Partners of America ont également contribué à renforcer les secteurs anti-sandinistes.

Quand l'aile conservatrice du Parti Républicain est arrivée au pouvoir aux Etats-Unis en 1981, l'aide économique a été coupée et l'AID ainsi que les organismes qui lui étaient liés ont quitté le pays.

LE RETOUR DE L'AID

L'AID, après cette longue absence, revient avec les mêmes méthodes qui font de l'aide un instrument de la politique extérieure. Elle apparaît pour la première fois en mai 1990, une semaine après l'arrivée au pouvoir de la droite, pour signer avec le nouveau gouvernement un accord prévoyant la donation de nourriture mais accompagné de conditions politiques : *"Les bénéficiaires de la vente de ces produits serviront à des programmes et des politiques destinés à réduire et éliminer les monopoles et les contrôles de l'Etat dans la production agricole, remettre les entreprises nationales au privé et fomenter le développement de sources privées de crédit et de technologies"*.

L'accord ayant provoqué des remous, les suivants ont été passés sous silence. Cette censure imposée par l'ambassade des Etats-Unis a permis à l'AID d'avoir une influence directe ou indirecte sur les décisions du gouvernement, mettant des limites à l'action de l'Etat dans l'exécution de ses plans socio-économiques. Le gouvernement a pratiquement accordé à l'AID un droit de veto sur ses efforts dans le domaine politique et économique pour mettre en marche son programme de réduction du déficit fiscal et commercial. Il a également cédé en partie le contrôle des actions destinées à combattre l'inflation. Il lui a donné son aval pour constituer une équipe économique chargée de suivre les politiques macro-économiques. C'est ainsi que l'AID a élaboré en décembre un plan de privatisation et a recommandé de limiter l'autorité des sandinistes qui dirigent des entreprises du secteur d'Etat.

Cette intervention est plus évidente dans la santé et l'éducation. Les mécanismes de remise et de contrôle des fonds établissent une relation directe entre l'AID et ces deux ministères, excluant les instances du gouvernement central. Bien que ces secteurs soient prioritaires pour le Congrès étatsunien car c'est à travers eux que l'on peut éviter une plus grande détérioration de la situation des

plus pauvres, la nouvelle relation établie avec l'AID n'a pas pu empêcher le délabrement de ces services. Les dommages provoqués ont leur origine dans l'opinion de l'AID sur les systèmes uniques de santé et d'éducation et dans ses conceptions, qui se fondent sur la privatisation d'une grande partie de ces secteurs. Dans le domaine de la santé, le ministère impulse en ce moment un plan qui vise à "casser" les unités de santé pour ensuite les privatiser. La proposition intermédiaire de l'AID, déjà appliquée dans d'autres pays centraméricains, consiste à créer des "systèmes locaux de soins", dans lesquels on met fin à la gratuité du service.

Pour ce qui est de l'enseignement, l'AID influe directement dans l'élaboration d'un plan alternatif d'enseignement privé. Elle a supervisé la réforme des livres scolaires, dont le modèle idéologique vise à ignorer les dix dernières années de l'histoire du pays.

L'AID ET LES ONG

L'AID offre des fonds relativement plus modestes à des institutions de l'Etat, des ONG nationales et des organisations sociales qui dans leur grande majorité, sinon toutes, sont clairement de tendance conservatrice.

Peu après les élections, un groupe de représentants de l'AID et de la Banque mondiale ont réfléchi au problème des ONG au Nicaragua. Ils ont conclu qu'ils savaient peu de choses et ont décidé de mener une investigation pour cerner ce secteur et chercher des contreparties locales "de confiance". Ils ont évalué que la droite n'a pas été une bonne partenaire à cause de son manque d'organisation et d'une histoire peu édifiante quant à l'utilisation des fonds.

Il existe au Nicaragua une coordination des ONG dominée par les secteurs progressistes. C'est une gêne pour l'AID dont l'intention est non seulement de chercher les ONG de confiance ou de les créer, mais aussi de constituer une coordination. On peut s'attendre à une lutte pour le contrôle de ces espaces sociaux, surtout si l'objectif est de couper le sandinisme de sa base.

L'AID a déjà un instrument parallèle, le comité de sélection chargé de choisir les candidats à la formation qu'offre l'Institut centraméricain d'administration des entreprises (INCAE). Celui-ci donne priorité aux maires, au pouvoir local sur lequel se fonde le mouvement de droite *"Sauvons la démocratie"*. De son côté l'AID se charge de renforcer le mouvement des maires qui soutiennent le vice-président Virgilio Godoy à travers l'Institut nicaraguayen d'administration municipale (INAM).

De même, les fonds destinés au planning familial montre qu'un effort est fait pour combler le vide laissé par la politique gouvernementale et un organisme privé, Pro-familia, définit et exécute des politiques que reviennent normalement au gouvernement.

Les soulèvements de groupes contras armés dans le nord du pays ont également à voir avec les fonds de l'AID. Ce sont 47 millions de dollars qui ont été consacrés à la réinsertion des anciens contras mais le contrôle de l'AID sur ces fonds a été flou et irresponsable, donnant l'impression qu'il s'agit d'une attitude volontaire permettant de maintenir la pression sur les sandinistes dans le monde rural.

L'AID pousse également à des changements dans la justice. Actuellement, la composition de la Cour suprême de justice présente un certain équilibre entre la droite et les sandinistes. Or, le contrôle de la Cour suprême est essentiel pour mener à bien la réforme de la constitution et de tout l'appareil juridique hérité du sandinisme, ainsi que pour déloger les sandinistes de l'Etat. C'est dans ce but que l'AID finance des organismes professionnels comme celui des avocats, qui doivent servir de groupes de pression.

On voit donc que l'AID met en oeuvre une stratégie de diversification des instances dont le rôle est de canaliser l'aide étatsunienne. Elle fortifie une tendance qui pourrait s'affirmer à long terme: installer une direction parallèle des politiques gouvernementales dans tous les domaines de l'Etat et de la société civile. Avec l'aide d'intermédiaires extérieurs et intérieurs, on a commencé à transférer certaines fonctions de l'Etat à des entités privées, à créer un appareil parallèle de direction économique; on cherche à rendre plus fort le pouvoir local et à affaiblir le pouvoir central et on a commencé dans la santé et l'éducation les réformes nécessaires à leur privatisation. Ce processus en est à sa phase initiale; il rencontre de fortes résistances et présente des faiblesses. Cependant la contre-réforme se faufile par les interstices de la société, avançant lentement et en silence, mais accumulant de petites victoires.

LE SOLIDARISME CONTRE LES SYNDICATS

Managua, juin (ANN/Envio). "Dépasser la lutte des classes, tisser des liens de solidarité entre les travailleurs et les chefs d'entreprise et dé-prolétarianiser la classe ouvrière", tels sont, exposés dans un de ses bulletins, les buts du solidarisme, mouvement de chefs d'entreprise pour les chefs d'entreprise. Pour Rina Sanchelli, une de ses représentantes au Guatemala, ce "capitalisme populaire" qui veut "créer une propriété des pauvres sans toucher à celle des riches" est "la seule façon de défendre la libre entreprise".

Les entreprises solidaristes cherchent à convaincre les travailleurs qu'ils sont co-propriétaires. Avec le slogan "il s'agit de posséder plus, mais avant tout d'être meilleurs", les employés acceptent ainsi une exploitation intensifiée. Le solidarisme prend soin de se présenter comme un mouvement apolitique: "Le solidarisme n'est ni à droite,

ni à gauche, ni au centre, il est au-dessus!". Son idéologie tourne autour d'idées comme l'harmonie sociale, la coopération et l'esprit de service.

La première association solidariste guatémaltèque a été créée en 1983 dans la région de Quiché pour combattre la guérilla "communiste". En 1975, les guérilleros avaient abattu le propriétaire de la bananeraie La Perla, accusé de séquestrer et de torturer les paysans. Son fils a fondé la première association solidariste: il a vendu 40% de la plantation aux ouvriers agricoles qu'il a organisés en patrouille d'autodéfense contre la guérilla. En 1986, un représentant de l'Union solidariste du Guatemala a déclaré dans un discours prononcé à la Perla en présence de hauts officiers de l'armée: "Le solidarisme a ravi toutes ses bannières à la subversion communiste qui avait presque atteint son objectif criminel et destructeur".

Mais son expansion au Guatemala démontre son orientation politique et idéologique. Dans ce pays, seulement 4% des travailleurs, c'est-à-dire 200 000 personnes, sont membres d'un syndicat alors que le niveau de syndicalisation atteint 15% en moyenne en Amérique centrale. La terreur exercée par l'Etat et l'armée dans les années 80 ainsi que la contraction de l'emploi - selon la Banque centrale, rien que pour l'année 1980, 141 000 postes de travail ont été supprimés - ont bloqué la croissance du mouvement syndical.

Par contre il existe 300 associations solidaristes, la majorité en zone urbaine. Elles comptent 80 000 affiliés, qui paient une cotisation allant jusqu'à 8,5% de leur salaire. En contrepartie ils ont accès à des crédits, aux soins médicaux et à des restaurants d'entreprise. Les associations solidaristes possèdent des centres de loisirs dans lesquels sont organisées des activités réunissant patrons et ouvriers, afin de convaincre ces derniers des qualités humaines de leurs chefs. Pour devenir chefs d'entreprise, les membres des associations solidaristes investissent dans des entreprises de productions et de services et ont une part sur leurs bénéfices. Dans la région d'Izabal, à l'est du pays, les travailleurs solidaristes sont propriétaires des trains qui les transportent au travail. Dans la ville de Guatemala, ceux de l'entreprise Pepsi Cola possèdent une petite entreprise de lavage des bouteilles et une autre qui fabrique les uniformes de travail. Le personnel de l'Hôtel Antigua Ramada Inn est propriétaire des bus qui transportent les clients. Ces petites entreprises ne prospèrent que parce qu'elles fournissent la maison mère. Seulement 2 des 300 associations solidaristes du Guatemala possèdent des actions sur leur entreprise mère.

Le solidarisme nie que son but soit l'élimination des syndicats, mais ses actions cherchent à prouver l'inutilité de ces derniers. Geovanny Marroquin, organisateur solidariste de la côte atlantique guatémaltèque, explique: "Avec un type d'organisation comme la notre, nous n'avons pas besoin de la confrontation ni d'une force de lutte pour faire valoir nos droits. Nous parviendrons à obtenir tous les

bénéfices sans affrontement". Mais en réalité, le solidarisme se consacre directement à saper les organisations syndicales. En juin 1986, une grève a paralysé la plantation de bananes Arizona, dans la région d'Izabal, à la suite du licenciement de 27 travailleurs. Le propriétaire a provoqué des affrontements entre syndicalistes et solidaristes. Des gardes armés ont alors encerclé la plantation, empêchant que les 4 000 travailleurs des bananeraies voisines ne viennent soutenir l'action. Mais les membres de l'association solidariste pouvaient se déplacer dans l'avion privé du propriétaire et allaient à la capitale pour donner des conférences de presse. La grève a duré 4 mois. Le patron a payé le prix fort: la récolte a été perdue. Mais il a atteint son objectif, la destruction du syndicat.

Dans un premier temps, pour rendre attractive l'association solidariste, les chefs d'entreprise concèdent souvent à leurs membres les mêmes avantages qu'obtiennent par la lutte les syndicats des autres entreprises. C'est le cas de l'entreprise Pepsi Cola, solidariste, dont les ouvriers reçoivent les mêmes augmentations de salaires que ceux de Coca Cola. Cependant, selon Gerardo Iglesias, de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, rapidement ce bénéfice est rongé et les travailleurs solidaristes n'obtiennent que des augmentations de salaires inférieures.

En apparence, l'action solidariste implique un effort conjoint du capital et du travail. Mais ses adversaires soulignent que presque tous les fonds solidaristes sont constitués par les cotisations des travailleurs. Elles financent les prestations sociales et les augmentations de salaire que l'on pourrait obtenir par des négociations collectives et que, dans ce cas, le patron devrait payer. La cotisation de l'employeur n'est qu'une avance de l'indemnisation qu'il devrait payer, selon la loi, aux travailleurs licenciés. Les syndicats guatémaltèques ont porté plainte devant les tribunaux, estimant que les associations solidaristes sont anti-constitutionnelles. Ils demandent aussi que les employeurs versent les indemnisations sur des comptes en banque et non à l'association solidariste.

LE SOLIDARISME AU NICARAGUA

Les premières initiatives destinées à introduire le solidarisme au Nicaragua ont été le fait de chefs d'entreprise nicaraguayens revenus de leur exil au Costa Rica. Au cours d'un séminaire récemment organisé dans la fabrique de bière Victoria, on a proposé un modèle d'organisation de l'entreprise élaboré par Rodrigo Jimenez de l'Union solidariste du Costa Rica. Le mot solidarisme a été soigneusement omis. La proposition de R. Jimenez prévoit la vente aux travailleurs de 10% des actions, tentant par là de récupérer et de détourner la revendication syndicale de privatisation en faveur des travailleurs. Ces actions seraient administrées par une association qui organiserait également des activités d'éducation et de loisir dans le style des associations soli-

daristes et fonderait de nouvelles entreprises productives. Tout lien avec une organisation politique, idéologique ou religieuse serait interdit. R. Jimenez promet aux travailleurs une amélioration de leur niveau de vie, le financement de l'éducation de leurs enfants, les soins médicaux et la construction de leur maison. Aux patrons et au gouvernement, il a promis une diminution des conflits sociaux, une plus grande efficacité et l'augmentation des emplois dans le secteur privé.

Les similitudes entre les propositions de Jimenez et les demandes du Front National des Travailleurs ne sont qu'apparentes. Car le FNT demande soit la privatisation totale en faveur des travailleurs soit une part des actions, en général de 20%, ainsi qu'un droit de co-gestion correspondant. De plus, il exige que soient reconnues les milliers d'heures supplémentaires et les années de bas salaires. Les dirigeants solidaristes du Costa Rica savent bien que leurs propositions vont se heurter à la résistance des syndicats révolutionnaires nicaraguayens. C'est pourquoi ils se proposent, comme première étape, d'offrir aux travailleurs des cours sur *"la libre entreprise, l'économie de marché, l'administration et les principes démocratiques"*. Jimenez propose comme entreprises pilotes Victoria (dont 48% des actions appartiennent aux privés) et Pepsi Cola (80%), dont les actionnaires et les syndicats seraient disposés à accepter.

Entre temps, les employeurs nicaraguayens s'emploient à convaincre les syndicalistes de participer à des séminaires solidaristes au Costa Rica, tous frais payés. Bien que le gouvernement Chamorro ne se soit pas encore exprimé sur le solidarisme, des rumeurs font état de contacts entre des fonctionnaires et l'Ecole sociale catholique Jean XXIII du Costa Rica à qui l'on aurait demandé son soutien pour lancer le solidarisme au Nicaragua. Selon l'Institut syndical ASEPROLA du Costa Rica, 74 patrons nicaraguayens, au moins, ont participé à des séminaires solidaristes. Au Nicaragua comme dans toute l'Amérique centrale, la conjoncture est favorable à l'expansion du solidarisme: alors que les secteurs marginaux de la population sont sans espoir et que les syndicats sont affaiblis par les licenciements, le solidarisme a pour lui le soutien d'organisations puissantes financièrement et qui ont la faculté d'intervenir dans les économies nationales. ASEPROLA signale que l'AID, agence du ministère étatsunien des Relations extérieures, finance des rencontres solidaristes au Guatemala et qu'une partie de l'aide étatsunienne au Costa Rica va à ce mouvement.

Dans certains pays centraméricains, les syndicats cherchent une contre-stratégie commune. Des institutions de formation syndicale font des campagnes d'explication sur la nature du solidarisme. Car si le solidarisme remplit bien son rôle de défense de la libre entreprise, la "philosophie humaniste" dont il se prévaut n'existe que dans sa propagande.

MANAGUA MIS EN COUPE REGLEE

Managua, 8 juil (ANN). Selon l'historien latin Suétone, il n'y avait à Rome sous le règne de l'empereur Caligula aucun objet, aucune personne qui ne fussent frappés d'une taxe. Le tyran avait au moins l'excuse de sa maladie mentale. La folie des impôts qui a saisi le maire de Managua Arnoldo Aleman ne peut guère s'expliquer que par l'avidité d'un homme politique pressé de revenir à un passé que l'on croyait aboli et soucieux de sa carrière politique. Tandis que les managuas comptent les sous qu'il leur faudrait mais qu'ils n'ont pas, l'exécutif a pris ombrage de la voracité du maire. Le décret de la discorde est venu freiner les projets grandioses et les affaires juteuses qu'A. Aleman concoctait pour la reconstruction du centre de la capitale.

TOUT CE QUI ROULE

Résumons : on paie un impôt pour le panneau, la pancarte signalant une activité commerciale, si petite soit-elle. Il touche en particulier les très nombreux nouveaux chômeurs qui, pour survivre, vendent à domicile des glaçons ou des sorbets etc... On paie un impôt pour avoir le droit d'exercer une activité commerciale (à titre d'exemple, 36 dollars par mois pour vendre un plat simple sur un trottoir). On paie un "impôt d'ornementation" de 4 dollars chaque fois que l'on prend l'avion.

Depuis le début du mois de juin, on paie en plus un impôt annuel sur tout ce qui roule, depuis la petite charrette à bras à traction humaine ou les charrettes à traction animale (5 dollars par an) au camion-remorque (870), en passant par les bicyclettes (5), les voitures (50), les motos, les bus, les camionnettes... Cette bonne idée, qui va rapporter selon la mairie 4 millions de dollars par an, a fait école: les autres maires du pays, majoritairement de l'UNO, réunis sous l'égide de l'Institut pour l'encouragement municipal (INIFOM), ont décidé d'appliquer les mêmes mesures.

A peine étaient-ils remis de leur stupeur que les habitants de Managua ont appris qu'il leur fallait repasser à la caisse, cette fois pour payer l'impôt immobilier, dont les bénéficiaires vont être partagés entre la mairie et le ministère des Finances. Des fonctionnaires ont entrepris un travail d'évaluation des maisons et en fixent le prix en fonction du quartier, du terrain, du confort et des améliorations apportées quand il s'agit de lotissements. Il est trop tôt pour avoir une vue d'ensemble, cependant les évaluations dont la presse s'est fait l'écho montrent que beaucoup d'habitants vont payer entre 200 et 400 dollars annuels pour des maisons de construction moyenne. Les maisons dont le prix évalué se situe en dessous de la barre des 25 000 cordobas (5 000 dollars) sont en principe exemptées, ce qui n'empêche pas les familles des quartiers populaires d'être inquiètes. Au cours des dix dernières années, de très nombreuses maisons étaient non-imposables ou faiblement imposées. La nouvelle politi-

que à cet égard frappe des couches qui ne sont pas forcément petites-bourgeoises, compte tenu de la situation laissée par dix ans de régime révolutionnaire. Pour beaucoup, l'impôt immobilier va représenter deux ou trois fois le revenu mensuel, alors que les salaires permettent à peine de manger.

C'est bien ce qui inquiète le maire, qui se demande comment faire pour que ce butin ne lui échappe pas. La solution est simple: créer un corps d'inspecteurs municipaux. Il en a fait la proposition au Conseil municipal, provoquant une forte réaction des élus sandinistes. En effet, quelques détails leur ont mis la puce à l'oreille, comme l'argument, avancé au cours de la discussion, que lors de la grève de juillet 90 il n'y avait aucun corps pour affronter les travailleurs "séditieux", ou bien l'idée de nommer dans chaque quartier un inspecteur "ad honorem", tout comme les agents "ad honorem" de la Sûreté somoziste. Les conseillers sandinistes estiment qu'il s'agit en réalité de créer un groupe paramilitaire, semblable à l'Association des militaires en retraite, ouvriers et paysans somozistes (AMROCS), corps répressif de la dictature. Ils ont rappelé dans la presse qu'A. Aleman, étudiant en droit à Léon sous la dictature, avait déjà créé un groupe de paramilitaires qui pourchassaient les étudiants au moment les plus durs de la répression. Ils affirment même qu'il y a des preuves de sa participation directe à la répression aux côtés de la Garde somoziste. Le Conseil municipal a approuvé la proposition de ce nouveau corps, mais a créé une commission pour le régler.

Une autre question se pose, celle de l'usage de tant d'argent. On voit bien des travaux dans plusieurs quartiers, mais il s'agit principalement du plan de "création" d'emplois financé par l'AID. Les mauvais coucheurs pensent que la nouvelle manne pourrait servir entre autres à renforcer le mouvement des maires de la ligne Godoy pour créer un pouvoir local capable de s'opposer au gouvernement et de servir de base pour les prochaines élections. En effet, bien que cette échéance soit lointaine, personne ne la perd de vue.

LE GROS GATEAU DE LA RECONSTRUCTION

Rien n'a vraiment changé depuis l'Antiquité dans les méthodes politiques de certains. Les empereurs romains ont voulu frapper les foules et marquer leur puissance par la construction de monuments grandioses. La droite nicaraguayenne, elle, veut assurer sa pérennité au pouvoir par la reconstruction du centre de Managua détruit par le séisme de 1972, en vertu du calcul selon lequel celui qui reconstruit la capitale reconstruit le pays et méritera le titre de bienfaiteur de la Patrie, s'assurant une place de choix dans la course à la présidence. Sans compter qu'il y a certainement de bonnes affaires à la clé.

A. Aleman, qui travaille avec ardeur à la préparation de sa candidature, a donc fait des projets, espérant obtenir le contrôle total sur la reconstruction et reprenant à son

compte - mais avec d'autres fins - le Plan de reconstruction que la mairie sandiniste avait établi au cours des dernières années avec l'aide de la ville jumelée d'Amsterdam. Il s'est, semble-t-il, assuré par ailleurs l'appui financier d'investisseurs cubains exilés à Miami.

Mais un décret présidentiel est tombé comme une douche froide: il attribue à la présidente la faculté de décider comment se fera la reconstruction. Le ministre Antonio Lacayo a en outre précisé qu'il existe un autre plan que celui des sandinistes, celui de l'architecte Eduardo Chamorro. Il est pour l'instant confus mais prévoit la construction entre le lac Tiscapa et le lac de Managua d'un Parc de la Liberté où les Nicaraguayens, selon l'architecte, "pourront trouver leur destin final" (sic).

Le conflit entre la présidence et la mairie est donc désormais ouvert. La première inonde la télévision de spots précisant que la reconstruction est une affaire nationale qui relève du pouvoir central - n'hésitant pas à s'appuyer sur une loi sandiniste -, tandis que A. Aleman crie au viol de l'autonomie municipale et a déjà organisé deux manifestations dans la ville, sous la forme d'un défilé de camions municipaux.

L'enjeu étant considérable, il est probable que la guerre va continuer. Pendant ce temps, les habitants de la capitale s'interrogent non pas sur le futur visage de leur ville, mais sur l'avenir immédiat de leur estomac.

UNE SOCIÉTÉ MALADE DE LA GUERRE

Managua, 8 juillet (ANN). Les Etats-Unis ont tiré les leçons du Vietnam : la "guerre de faible intensité" menée contre le Nicaragua leur a permis de faire l'économie des morts et des souffrances psychologiques liées au conflit. Cette fois-ci, ce sont des nicaraguayens qui ont incendié les villages nicaraguayens, qui ont tué, torturé et violé les leurs. La guerre est terminée officiellement depuis un an. Pourtant la société en souffre encore : angoisse, dépression, paranoïa, troubles de la sexualité, alcoolisme sont les symptômes les plus fréquents et les plus voyants du traumatisme vécu par beaucoup de ceux qui ont été impliqués directement ou non dans le conflit. La violence quotidienne, celle de la rue comme celle du foyer, a augmenté de 40% au cours de ces derniers mois, selon des spécialistes de la santé mentale.

Ils sont encore poursuivis par le bruit des bombes, par la vision du cadavre d'un parent ou d'un ami, ils continuent à se sentir persécutés par l'ennemi ou à rechercher désespérément un enfant disparu. S'il n'y a pas de chiffres exacts du nombre de personnes qui présentent des troubles psychologiques liés à la guerre, on sait néanmoins qu'environ 500 000 nicaraguayens ont été impliqués directement dans celle-ci.

Il n'existe pratiquement aucune prise en charge psychiatrique des victimes de la guerre. L'unique hôpital psychiatrique du pays ne dispose que de 140 lits, la clinique de santé mentale de l'hôpital militaire n'en a que 15. Aucun centre n'est destiné spécifiquement aux anciens contras. Le pays ne compte qu'une trentaine de psychiatres et des régions entières, comme la Côte Atlantique, sont privées de tout service spécialisé. Dans la plupart des zones rurales où s'est menée la guerre, aucun psychologue n'a jamais mis les pieds et aucune étude n'a été faite sur la population rurale qui aurait besoin d'une aide spécifique.

"Le problème est grave parce que pour beaucoup, la guerre n'est pas terminée", considère le docteur Madrid, responsable du service de santé mentale de l'hôpital militaire. Il estime que si le conflit a laissé 4 000 infirmes, la population perturbée psychologiquement est trois fois plus nombreuse. Parmi celle-ci, des jeunes recrutés pour le service militaire, des civils déplacés de leur village, des militaires mis au chômage à la fin de la guerre, d'anciens contras enrôlés de gré ou de force, des combattants qui sont rentrés mutilés ou bouleversés par les violences qu'ils avaient vécues. Personne n'a été épargné par le conflit: pas une famille qui n'ait vu partir un jeune, peu qui ne comptent un ou plusieurs morts.

Beaucoup de ceux qui sont partis se battre n'ont pas réussi à se réinsérer. Les jeunes recrutés à partir de 16 ans pour le service militaire manquent de formation et se retrouvent souvent aujourd'hui au chômage. Les contras, d'origine paysanne dans leur grande majorité, sont sans terres. Nombre d'entre eux ont préféré ne pas revenir dans leur village. Tous ont le sentiment d'avoir beaucoup donné pour ne rien recevoir. "Les jeunes qui partaient au Service militaire patriotique se sentaient soutenus par leur société qui les vivait comme des héros en lutte pour défendre leur pays", commente le docteur Gosebrush, directeur de l'hôpital psychiatrique de Managua. "Certains sont revenus infirmes, d'autres ont du mal à retrouver leur place dans la société. La paix est revenue, le temps va passer et leur sacrifice sera de moins en moins valorisé. Les héros d'hier seront demain considérés comme des paumés s'ils ne parviennent pas à se faire leur place. Ceux que l'on appelle encore aujourd'hui infirmes de guerre ne seront plus demain que le manchot ou le cul-de-jatte". Les anciens contras, quant à eux, n'ont été que les héros d'un jour. Ils se heurtent aujourd'hui à la haine ou à la méfiance de ceux qui ont eu à souffrir de leurs exactions et au mépris d'un gouvernement qui, après avoir multiplié les discours à la gloire de ces "paladins de la liberté", retrouve ses réflexes de classe pour ne plus voir en eux que des paysans qui dérangent avec leurs exigences.

Cette population, marginalisée et frustrée, trouve souvent dans l'alcoolisme un dérivatif à son angoisse. La violence et la délinquance ne font qu'augmenter : chaque jour plus de femmes battues et violées, plus d'agressions dans la rue, plus de violence dans les relations quotidiennes. Des milliers de gens sont encore armés et pour eux,

se servir de leur arme ne représente pas une transgression grave : ils n'ont fait que cela durant des années. "Nous avons appris à résoudre nos problèmes par la violence", explique le docteur Gosebrush. "Au Nicaragua, on ne cherche pas à se faire comprendre mais à prendre ce que l'on veut et violemment s'il le faut. Si toute la frustration qui existe aujourd'hui, indépendamment des options politiques de chacun, est mal canalisée, elle représente une véritable bombe à retardement. Pour nous, la guerre est une conduite apprise, notre pratique de la démocratie est faible. De plus, les coups se sont succédés rapidement et les Nicaraguayens n'ont jamais eu le loisir de faire leur deuil, alors que leur histoire est marquée par la mort : la dictature et la guerre de libération, le tremblement de terre qui a détruit la capitale, la guerre. Le changement politique de 90, totalement imprévu, a été également traumatisant pour beaucoup. Pour ceux qui l'ont souhaité, l'espoir a souvent fait place à la déception. Aucune des blessures accumulées n'est vraiment refermée".

Chacun sait, à commencer par les psychiatres, que la solution est plutôt économique et sociale que psychologique. Mais pour répondre aux symptômes les plus voyants de la maladie sociale, les symptômes psychiatriques, aucun moyen n'est prévu. Le docteur Gosebrush, nommé à la direction de l'hôpital après le changement de gouvernement, reconnaît que des efforts ont été faits durant les années précédentes pour remplacer la psychiatrie asilaire par une pratique plus ouverte et plus humaine, mettant l'accent sur la prévention et l'attention primaire. Mais les moyens ont manqué et continuent à manquer, la psychiatrie étant toujours considérée comme le parent pauvre des systèmes de santé publique. Selon lui, certaines régions comme celle de Léon, dans le nord ouest, sont privilégiées mais dans le reste du pays la couverture est insuffisante ou inexistante. "Le personnel spécialisé, déjà rare, déserte la Santé publique à cause des bas salaires : un psychiatre gagne à peine 200 dollars et moi, en tant que directeur de l'hôpital, à peine 300". Pour pallier les défaillances de la Santé, certains démobilisés de l'armée et infirmes de guerre se réunissent et fonctionnent comme des groupes d'entraide psychologique. Mais ces initiatives, aussi positives qu'elles soient, restent isolées alors que, selon le directeur de l'hôpital psychiatrique, "c'est la société nicaraguayenne toute entière qui a besoin de réaliser sa catharsis".

EL SALVADOR : A LA RECHERCHE DE NOUVEAUX CHEMINS

Ralf Leonhard, de San Salvador

Managua (ANN/Pensamiento propio). Lorsqu'en janvier 1981, le FMLN lançait son "offensive finale", les révolutionnaires espéraient provoquer un soulèvement populaire et une désertion massive dans les rangs de l'armée. Mais les insurrections n'ont été que partielles et les re-

bellions militaires limitées à quelques casernes. "L'offensive finale" a due être rebaptisée "offensive générale". Comme le disait la guérilla après le repli, les conditions objectives - la disposition des masses à l'insurrection - et les conditions subjectives - la préparation politico-militaire de l'avant-garde - n'étaient pas synchronisées. L'assassinat de Monseigneur Romero en mars 80 et le massacre déclenché à l'occasion de son enterrement auraient pu provoquer chez une population désespérée le désir d'aller jusqu'au bout. Mais les cinq organisations qui devaient former ensuite le FMLN étaient encore divisées à ce moment là et sans préparation militaire suffisante pour un conflit généralisé. Dix ans après, la société salvadorienne reste divisée mais tout est devenu plus complexe. Le cadre de l'affrontement s'est déplacé de la ville vers la périphérie. Une grande partie de la population, peu politisée, ne peut plus être aujourd'hui mobilisée par aucun des deux camps.

CONFUSION ET DEPOLITISATION

Il y a peu, l'apparition du commandant de la guérilla Joaquín Villalobos à la télévision aurait paru inconcevable. Aujourd'hui, ce genre d'évènement ne cause plus ni protestation ni manifestation publique d'enthousiasme. Les gens que l'on aborde dans la rue disent désirer une paix rapide mais peu comprennent ce qui se discute à la table de négociation entre le gouvernement et la guérilla. Ils n'ont plus confiance ni en l'un ni en l'autre. Après le massacre des six jésuites, une majorité de la population pensait encore que c'est surtout le FMLN qui viole les droits de l'homme. Cet état surprenant de l'opinion publique a été constaté par une enquête récente de l'Université centraméricaine (UCA) dirigée par les jésuites et qui ne peut être soupçonnée de partialité en faveur des militaires. La vérité semble être l'apanage des militants, des journalistes, des religieux, des diplomates. Le jour où les violations systématiques des droits de l'homme seront révélées dans toute leur ampleur à l'opinion publique, la société se réveillera comme elle l'a fait en Argentine après la chute de la dictature militaire. La "Commission de la vérité", dont la création fait partie des derniers accords entre le gouvernement et la guérilla, pourrait alors revêtir une importance énorme.

Lorsque le FMLN parle du "peuple", il se réfère en général au peuple organisé. Mais les dirigeants des grandes centrales syndicales admettent que même leurs bases n'appuient pas toutes le projet politique de la gauche. L'état de confusion idéologique des habitants des quartiers pauvres qui ont peu d'expérience de l'organisation est surprenant. La crainte exprimée par un gardien d'une société de San Salvador envers "la racaille du premier mai" reflète l'identification avec le patronat, une attitude qui prévaut encore dans certaines exploitations agricoles où les conditions de travail sont semi-féodales. C'est là que l'on remet le moins en cause les structures traditionnelles de domination. Logiquement, la prolifération des coopératives paysannes représente pour l'oligarchie une

menace politique car elle favorise la prise de conscience. Dans les cercles intellectuels, le débat politique ne dépasse pas le cadre du cercle d'amis. Un peintre connu, de retour au pays après dix ans d'exil au Nicaragua, constate qu'il n'a plus rien en commun avec ses amis et sa famille, dont les uniques sujets de conversation sont les problèmes domestiques ou le dernier voyage aux Etats-Unis.

Les progrès de la conscientisation ne sont observables que dans la population organisée. Pour eux, la solution à leurs problèmes n'a plus comme condition préalable la prise du pouvoir par le FMLN, mais ne peut être avancée que grâce aux espaces ouverts par la lutte armée.

L'armée comme la guérilla ont échoué dans leur tentative d'imposer une issue militaire. Aujourd'hui, il n'y a pas d'autre solution que la négociation. Même si la méfiance mutuelle fait obstacle aux progrès de la discussion et si l'extrême-droite s'oppose à l'entrée du FMLN dans la vie politique légale, les deux camps sont soumis à d'énormes pressions nationales et internationales. C'est pour cela que les optimistes croient à un cessez-le-feu pour cette année.

UNE SOCIÉTÉ PAUPERISÉE

Pendant huit ans, le commandant du FMLN Miguel Mendoza a dirigé des combattants dans les montagnes de l'Usulután, puis il est parti en mission à l'étranger. Aujourd'hui, il revient à San Salvador et il ne reconnaît plus rien. Un élégant centre commercial inaugure les nouveaux étages de ses grands magasins, avec des boutiques de chaussures italiennes et de produits importés du monde entier, aussi inutiles qu'extravagants et coûteux. Le tremblement de terre et les constructions modernes ont transformé la ville mais moins que la prolifération des bidonvilles, qui auparavant se concentraient discrètement dans les ravins et sur les rives de l'Acelhuate et aujourd'hui s'étalent comme un ulcère.

Un million de salvadoriens vivent dans la capitale et un tiers d'entre eux dans les quartiers marginalisés. Selon une étude récente, un tiers également a été déplacé de son lieu d'origine à cause de la guerre. Un quart des habitants de la capitale a souffert du tremblement de terre. Beaucoup sont victimes d'une catastrophe moins spectaculaire : la paupérisation progressive.

65% de la population active n'a pas d'emploi stable. Walter Guzman est dans ce cas : licencié en janvier 90 comme 12 000 de ses collègues du ministère de l'Agriculture, les efforts de son syndicat pour obtenir sa réintégration ont été vains. Il n'a pas touché l'indemnité à laquelle il avait droit. Les travaux occasionnels qu'il a trouvés ne lui ont rapidement plus permis de payer son logement dans les faubourgs de San Salvador. Il s'est alors joint à un groupe de 300 familles qui, le 16 mars, ont occupé un terrain municipal à Soyapango, dans la banlieue de la capitale. Cette action était organisée par le Conseil

des communautés marginales (CCM), une des nombreuses organisations communales qui se sont développées après le tremblement de terre. A peine six semaines après son installation, la "communauté 16 mars" ressemblait à un quartier bien organisé. Chaque famille y a construit sa petite habitation ou, au moins, a commencé et deux arrivées d'eau approvisionnent la collectivité. Les maisons font au maximum 30 mètres carrés, le sol est en terre battue, mais, pour la plupart des habitants, c'est un progrès. Les murs sont construits en bambou et en terre. Le CCM a reçu en donation le zinc et les solives pour les toitures. Pratiquement aucun des chefs de famille n'a de travail. Marta Hernandez, qui a été élue au comité directrice de la communauté, n'a jamais fait autre chose que le ménage dans les maisons bourgeoises. Pour elle, être organisée est une expérience totalement nouvelle. Bien qu'elle sympathise avec le Parti de conciliation nationale (PCN), de droite - *"parce que mon père a toujours voté pour lui"* -, elle a participé pour la première fois à la manifestation du premier mai. L'objectif du CCM est d'organiser peu à peu la population marginalisée et non politisée. *"Parfois des parents de militaires s'infiltrèrent"*, raconte un de ses membres. *"Nous essayons de les amener à s'engager en participant au travail communal"*. L'un, chauffeur dans les Forces armées, a été amené ainsi à participer activement au branchement illégal de l'eau.

Mais les habitants de la "communaute 16 mars" sont privilégiés par rapport à d'autres. A la sortie de Santa Tecla, à quelques kilomètres à l'ouest de San Salvador, douze familles vivent dans des cabanes au bord d'un chemin de terre qui mène à des exploitations de café. Les premiers sont arrivés il y a trois ans. Fin avril, le maire de Santa Tecla, qui ne veut pas voir les rues contaminées par la pauvreté, a envoyé la police pour les déloger.

LES RAPATRIES

Au début des années 80, les vagues successives de répression ont entraîné l'assassinat, l'entrée dans la clandestinité ou l'exil des salvadoriens politisés. Plus d'un million de personnes ont été déplacées au cours des dix dernières années. Le seul Mexique a reçu 100 000 réfugiés et tous les voisins centraméricains ont été témoins de l'exode massif. On ne connaît pas le nombre des exilés aux Etats-Unis mais on sait que Los Angeles est la seconde ville salvadorienne. 500 000 déplacés de guerre, qui sont hébergés dans des églises ou dans la maison d'un parent, sont des réfugiés dans leur propre pays.

Mais depuis cinq ans, le mouvement migratoire s'est inversé : les accords centraméricains d'Esquipulas II ont obligé le président salvadorien d'alors, Napoleon Duarte, à autoriser le retour des exilés. La plupart d'entre eux vivaient dans les zones de guerre. Les exilés se sont opposés avec succès aux plans gouvernementaux qui visaient à les regrouper sous le contrôle des Forces armées. Depuis 87, les réfugiés des grands campements du Honduras ont commencé à rentrer, suivis plus récemment par les communautés du Nicaragua et du Panama.

EN BREF

UN MILITANT DE LA JEUNESSE SANDINISTE de Bocana de Paiwas, Juan Antonio Jarquin, a été assassiné le 18 juin alors qu'il se rendait à son travail. Dans le village de Bocana, au centre du pays, les tensions politiques n'ont jamais connu de répit depuis les élections municipales dont la droite a contesté le résultat favorable au FSLN.

UN PRETRE CANADIEN, Daniel O'Hanley, a été assassiné le 2 juillet en plein jour à Managua. Membre du Centre oecuménique Valdivieso, il travaillait depuis 5 ans dans une coopérative de la Concha, près de Masaya, où les problèmes sont nombreux depuis un an entre les paysans sandinistes et contras. Le Centre Valdivieso a signalé que le prêtre avait reçu à plusieurs reprises des menaces de mort par téléphone. L'assassin a été arrêté le jour même. Le mobile apparent serait le vol mais l'enquête se poursuit.

LA MISERE EN CHIFFRES. Le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH) a publié les données statistiques suivantes: - le Nicaragua compte 3,8 millions d'habitants. - 56% de la population est âgée de moins de 15 ans. - 500 000 enfants vivent dans des conditions très critiques: orphelins de guerre, enfants de la rue, etc. - 50% de la population active (estimée à 1,2 million) est au chômage - 77% des ouvriers de la construction sont au chômage - le chômage est quasi total à la campagne - 69% de la population ne peut satisfaire ses besoins fondamentaux - 30% de la population vit dans un état de pauvreté - 34,7% vit dans un état d'extrême pauvreté - 16% vit en état d'indigence - 34,4% ont un habitat précaires et de mauvaises conditions matérielles - le taux de mortalité infantile s'élève à 73 pour mille - le salaire minimum est environ de 200 cordobas (40 dollars) par mois - le "panier de base de la ménagère" est évalué à 636 cordobas (127 dollars) par mois.

UNE MAGNIFIQUE ECLIPSE TOTALE s'est produite le 11 juillet. Elle était visible sur la côte pacifique. A l'heure prévue, les rues étaient complètement désertes: les nicaraguayens ont majoritairement préféré observer le phénomène à la télévision, pour éviter les risques de cécité. Les mages locaux avaient prédit toutes sortes de catastrophes et donné maints conseils, comme celui de s'habiller en blanc et d'allumer des bougies.

RECONTRA. Le 9 juin, la recontra a semé la terreur à San José de Bocay, dans le nord, pillant les entrepôts de nourriture, prenant d'assaut les banques et les institutions, volant et contrôlant la circulation. Le 27, un groupe d'une quarantaine de contras ont attaqué le poste de police de Quilali; les forces de l'ordre ont riposté, tuant un des attaquants.

EL SALVADOR. Des inconnus ont assassiné le 7 juillet le syndicaliste Martin Ayala Ramirez et ont mutilé sa femme. M. Ayala était membre du Conseil des communautés marginales (CCM) qui appuie en particulier le retour des réfugiés. Divers sources attribuent ce crime aux escadrons de la mort.

EL SALVADOR. Le congressiste étatsunien Joe Moakley a déclaré qu'il était convaincu que l'assassinat des jésuites en novembre 89 avait été ordonné par de hauts officiers salvadoriens qui n'ont pas encore été mis en cause. Il a accusé les Forces armées en tant qu'institution d'être responsables non seulement du crime mais aussi des entraves à l'enquête.

EL SALVADOR. Fin juin, un groupe de guérilleros est tombé dans une embuscade qui a causé la mort de 13 d'entre eux, dans la région de San Vicente. Parmi eux se trouvait le Commandant Camilo Turcios, membre de la commission politicodiplomatique du FMLN.

HONDURAS. Amnesty International a dénoncé l'aggravation de la situation des droits de l'homme au Honduras. Cet organisme signale 100 cas de disparitions, dont 25 concernent des salvadoriens, la détention arbitraire de 25 prisonniers politiques dans des prisons clandestines ainsi que la pratique régulière de la torture. Un ancien officier de l'armée a révélé qu'il avait assisté à des séances de torture sur des prisonniers politiques que l'on avait obligés à marcher sur du ciment brûlant. A la fin de la séance, le gradé responsable des opérations avaient demandé à ses hommes si la "danse" des prisonniers les avait amusés. Sur demande de l'ambassade du Honduras en Espagne, le gouvernement espagnol a suspendu une publication dont un article signalait qu'au Honduras, le gouvernement était le troisième pouvoir après l'armée et l'ambassade des Etats-Unis.

HONDURAS. Les syndicats honduriens ont dénoncé l'obligation qui a été faite à 3 000 ouvrières d'usines textiles du nord du pays de prendre des contraceptifs pour

éviter que d'éventuelles grossesses n'affectent la production.

HAITI. En réponse à la protestation populaire, le président Aristide a destitué plusieurs ministres, dont celui du Commerce et des Affaires sociales. Le pays se voit confronté à une campagne de destabilisation de la part de groupes de commerçants qui accaparent certains produits de base, tels le riz et le combustible domestique, provoquant de fortes hausses de prix. Le salaire minimum a augmenté de 80 o/o depuis le changement de gouvernement mais les hausses de prix et la croissance du chômage provoquent le mécontentement.

CADRE ANNEXE

SOLIDARITE SYNDICALE

PANAMA: 22 500 adhérents et 500 dirigeants syndicaux ont été licenciés. S'informer auprès de "Coordinadora nacional por el derecho a la vida". Apartado postal 3253 Panama 3 - PANAMA.

COSTA RICA: Lutte pour la réintégration de 7 000 licenciés et pour le respect au droit syndical. S'informer auprès de "Consejo permanente de los trabajadores de Costa Rica", FAX 33 24 94

GUATEMALA: Le "Comité pro-tierra del sur" mène en ce moment plusieurs luttes pour la terre qui sont durement réprimées (assassinat de Maria del Carmen Anavisca) et a besoin d'une solidarité concrète. Contact auprès du STINDE, FAX 5022-34 50 61. Même chose pour la "Central de trabajadoras del campo" (même contact). Le Syndicat des travailleurs de l'université de San Carlos (STUSC) proteste contre l'assassinat le 29 juin de son dirigeant, Osvaldo Luna (même contact).

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink, Patricia Käch et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim. Téléc: (45) 817585'158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA; Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

